Qui sème le mépris récolte la « *zehef* »

Mustapha Harzoune

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4443>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]

[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2018

Pagination : 161-164

ISBN : 978-2-919040-41-4

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mustapha Harzoune, « Qui sème le mépris récolte la « *zehef* » », *Hommes & migrations* [En ligne], 1321 | 2018, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/4443> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.4443>

KIOSQUE

QUI SÈME LE MÉPRIS RÉCOLTE LA « ZEHEF »

Par MUSTAPHA HARZOUNE.

N'eussent été les colères de ces dernières semaines, le débat public risquait de patauger dans les marronniers de fin d'année et les simagrées des résolutions du Nouvel an. Il n'en fut rien : quelques voix s'armèrent de plumes pour chatouiller l'entendement citoyen – assoupi par les agapes de circonstance et qui, sevré de lumière solaire, cédait à une dépression saisonnière. Rien de mieux alors qu'une saine colère pour ranimer les sens et une juste indignation pour retrouver des couleurs. Quel est le point commun entre la mort de Johnny Halliday, le sort des populations du Proche-Orient, la place de la francophonie et « l'accueil » à Calais des réfugiés et exilés ? On pourrait, revue spécialisée oblige, y voir quelques traits et variations des modernes migrations. Car enfin le malheur des uns, en Syrie ou en Birmanie, fait le réfugié. Et le ci-devant émigré, après avoir buté sur les gros bras du territoire, offrira bien à Marianne quelques bâtards histoire de faire briller les lettres françaises ? Quant au « taulier » du rock tricolore, pour être né dans la rue, il n'en était pas moins (un peu) belge, de cette exotique origine qui ne cesse d'enrichir la chanson française, cet « art de mètèques » selon l'historien Yves Borowice. Non, ce qui réunit un Askolovitch, un Filiu, un Mabanckou, un Le Clézio ou un Moix, c'est le coup de gueule. Comme dirait une jeunesse française mondialisée, tout ce beau monde est un peu en colère, *zehef*.

Tout a commencé avec la mort de l'idole des jeunes – des quadra, des quinquas et des sexa. Peu nous chaut de savoir si la vedette méritait tout ce tintamarre ou ce... ramdam. Non, pas « ramdam » ! Trop provoc. Il va énerver. Car la question posée, celle qui

a fâché Claude Askolovitch, est de savoir s'il est permis d'instrumentaliser la mort de Johnny pour répandre « une obsession malsaine », en l'occurrence « identitaire ». Et oui, il faut encore dauber Monsieur Finkielkraut. L'excellentissime animateur de l'excellente émission *Répliques* (France Culture) a gratifié ses concitoyens d'une de ses sorties. Sur les ondes de RCJ (Radio de la communauté juive), au micro d'une Élisabeth Lévy « enjouée, pas un instant pousse-au-crime » (dixit Asko), il pointa l'absence de nos concitoyens « *kholotos* » et « *keublas* », des « *téci* » et d'ailleurs, au sein des 500 000 fans rassemblés à la Madeleine, le 9 décembre, pour rendre hommage à la vedette et sans doute chez les 15 millions de téléspectateurs. L'académicien a l'œil ! Et les mots car, avec l'urbanité qui sied à la respectabilité, cela devient : « *Le petit peuple des petits blancs est descendu dans la rue pour dire adieu à Johnny, il était nombreux et il était seul. Les non-souchiens brillaient par leur absence.* » Reprenant le détestable vocabulaire de son *alter ego* inversé en identité et origine, à savoir Houria Bouteldja.

Finkie n'a que faire de Johnny et refuse « *la dictature émotionnelle* ». Non sans raisons, l'inculture le chagrine. Il est « inquiet » de l'hasardeuse « *comparaison opérée par Aurore Bergé, députée en Marche, entre la ferveur pour Johnny et la ferveur que la France a connue pour Victor Hugo. Mettre sur le même plan, « Booz endormi » et « Allumez le feu », c'est tourner la page de l'identité nationale.* On y arrive... Devant le spectacle de « *l'hommage des parlementaires, debout au passage du cercueil* », Finkielkraut s'étrangle et, en dialecticien déroutant, l'anti-immigrationniste cite Edgar Quinet.

KIOSQUE

Non pas celui qui appelle à la « *réconciliation du Christ, de Jéhovah et d'Allah* », mais celui pour qui : « *Le véritable exil ce n'est pas d'être arraché à son pays, c'est d'y vivre et de n'y plus rien trouver de ce qui le faisait aimer.* » Finkielkraut va-t-il, à l'instar des va-nu-pieds abstèmes par croyance, demander l'asile, fuir cette France du « *divertissement qui ne fait plus lien* », une France « *décultrée* » et « *fragmentée* » ?

Le 12 décembre sur slate.fr, Claude Askolovitch signait une tribune bien « *zehef* » : « *Finkielkraut et les "non-souchiens", c'est triste, l'égarement d'un homme* » : « *En reliant l'hommage des Français à Johnny à la question de l'identité, le philosophe a révélé au grand jour la bêtise que sous-tend une obsession malsaine.* » « *On commence par regretter les facilités de son temps et déplorer les cahots de la transmission (...). On finit par vitupérer l'hommage rendu à un chanteur comme l'absolu de la décadence, et, parce qu'on ne peut plus s'en empêcher, saupoudrer sa diatribe d'ethnisme canaille, c'est devenu une obsession.* »

Comme le fit le 11 décembre Benjamin Stora sur France Culture, Askolovitch interroge : « *Qui a su recenser les origines du peuple de Johnny, dans une foule compacte, et qui a compté les téléspectateurs, dans leurs cultures, leur peau plus ou moins bistre ou rose, leur plat du dimanche, après l'hommage ? D'une approximation, on tire une imbécillité mauvaise. (...) La belle affaire, tellement pliée, qui nie l'hybridation et le goût de chacun, et transforme la coutume de l'oreille en une identité assignée ! (...) Il fallait que sorte, non pas malgré lui, mais au plus profond de ce qu'il pense, la guerre des races qu'il redoute mais à laquelle il travaille. Il devait le dire. C'est sorti ainsi.* » « *D'année en année, écrit Askolovitch, les peurs juives ont rencontré les manies de Finkielkraut. Ce qui était pensée et doutes est devenu harangues et obsessions. Une théorie s'inventait, qui ferait de la France et des Juifs les victimes d'un même bourreau : on ne dirait pas l'immigré, mais le voyou de banlieue, le voyou islamisé bientôt, l'islamiste, l'islamisme, l'ennemi de l'école et de la République et de ses meilleurs enfants : nous, les Juifs.* »

Les nouveaux visages

La littérature – « *le visage d'un pays* » dixit Aragon – fut l'objet d'un autre hivernal courroux, exposé, le 15 janvier, par Alain Mabankou soi-même dans une lettre ouverte adressée au président Macron lui-même. Ce dernier proposa au premier de contribuer aux « *travaux de réflexion* » qu'il souhaite « *engager autour de la langue française et de la Francophonie* ». Le professeur de littérature refusa tout de go. Dans sa missive, il dresse ce constat : « *Les étudiants d'Amérique du Nord sont plus sensibilisés aux lettres francophones que leurs camarades français. La plupart des universités américaines créent et financent sans l'aide de la France des départements de littérature française et d'études francophones. Les écrivains qui ne sont pas nés en France et qui écrivent en français sont pour la plupart traduits en anglais.* [Et de citer Kourouma, Moï, Sansal, Monénembo, Waberi, Bugul, Tadjou, Ben Jelloun, Sow Fall, Bâ, etc.] *La littérature française ne peut plus se contenter de la définition étriquée (...) alors même que ses tentacules ne cessent de croître grâce à l'émergence d'un imaginaire-monde en français.* » Il poursuit : « *Tous les deux, nous avons eu à cet effet un échange à la Foire du livre de Francfort en octobre dernier, et je vous avais signifié publiquement mon désaccord quant à votre discours d'ouverture dans lequel vous n'aviez cité aucun auteur d'expression française venu d'ailleurs, vous contentant de porter au pinacle Goethe et Gérard de Nerval et d'affirmer que "l'Allemagne accueillait la France et la Francophonie", comme si la France n'était pas un pays francophone !* »

Ce que Mabankou dit vaut pour ces écrivains qui écrivent en français, « *intra-muros* », autrement dit ces auteurs français dont les origines s'emberlificotent dans un ailleurs, proche ou lointain. Ne sont-ils pas aussi le visage de la France ? Pourtant, pas sûr que la France officielle aime à faire valoir, *urbi et orbi*, cette part d'elle-même. Elle a du mal avec ses métèques et ses marges. L'exposition

Paysages français – Une aventure photographique (1984-2017), à la BNF, vient le confirmer : banlieues et « diversité » y semblent introuvables. Dans *Beaux Arts* de janvier, Fabrice Bouseau résume : « *Des banlieues sans images et une France sans visage !* »

Enfin, Mabankou reproche l'absence d'« *indignation* » de « *la Francophonie "institutionnelle" face aux « régimes autocratiques, [aux] élections truquées, [au] manque de liberté d'expression, tout cela orchestré par des monarques qui s'expriment et assujettissent leurs populations en français* ». Chimamanda Ngozi Adichie, l'auteure de *L'Hibiscus pourpre*, d'*Autour de ton cou* et d'*Americanah* (Gallimard), a « *enflammé le quai d'Orsay* » selon Valérie Marin La Meslée lors de la troisième édition de la Nuit des idées (*Le Point Afrique*, 26 janvier) : « *La France ne se rend pas compte qu'elle n'est plus une puissance mondiale, comme au XVIII^e siècle. (...) Je vois beaucoup de différence entre les mondes anglophone et francophone, dans l'occupation de l'espace en Afrique. Le franc CFA (...) par exemple, me paraît complètement rétrograde. Et le pouvoir culturel que la France continue d'avoir sur l'Afrique francophone, c'est assez malsain, ce n'est pas du tout le cas dans l'Afrique anglophone.* » Et puis, il y a cette (excellente) suggestion : « *On devrait forcer les politiques à lire trois romans par semaine (...) parce que ce sont les histoires qui incarnent et humanisent le monde.* » Et de citer « *les destins des migrants rêvant d'une vie meilleure en abordant le continent européen, qui pourraient être chacun de nous et dont il faudrait raconter les vies pour mettre au point les politiques qui leur sont destinées...* »

Déni d'humanité ?

Yann Moix applaudirait des deux mains cette suggestion, à l'heure où les inquiétudes se multiplient concernant justement la politique migratoire menée par Emmanuel Macron. Après le réquisitoire de Jean-Marie Le Clézio dans *L'Obs* (10 janvier) sur le « *déni d'humanité insupportable* » de cette

politique – « *prenons garde à ne pas dresser autour de nous des frontières mentales encore plus injustes que les frontières politiques* » prévient le prix Nobel –, Yann Moix, lui, décoche, le 21 janvier dans *Libération*, une tribune au vitriol, condamnant les violences policières à Calais qu'il qualifie de « *protocole de la bavure* » : « *L'affirme, M. le Président, que des exilés non seulement innocents, mais inoffensifs, subissent sur notre territoire des atteintes aux droits fondamentaux de la personne.* » Et de pointer cette situation « *où tout est fait pour rendre impossible aux exilés l'accès à l'Angleterre. Non seulement ils n'ont pas le droit de rester, mais ils n'ont pas la possibilité de partir. Que doivent-ils faire ? Attendre qu'on leur brûle la rétine ? Ou bien jouer leur destin en tentant la traversée ?* »

« *Vous menacez en tout, monsieur le Président, des gens qui ne nous menacent en rien. Votre politique ne fait pas que trahir nos valeurs, elle les insulte. Les mesures antimigratoires sont toujours populaires. Mais voulant faire plaisir à la foule, vous trahissez le peuple.* »

Dans une tribune bien moins remarquée (site movida, 26 janvier), Jean-François Bayart (CNRS) évoque un « *état d'abjection* » : « *La bouche mielleuse, nous parlons de l'impérieux devoir d'asile, mais dans les faits nous traquons les migrants et les réfugiés autour de nos gares, dans les centres d'hébergement, à nos frontières, et jusqu'en mer. En Libye, au Soudan, en Érythrée, nous sommes prêts à signer des accords infâmes avec des régimes infâmes. (...) Nous stigmatisons l'immigration clandestine, mais rendons impossible l'immigration légale dont l'Europe a besoin, économiquement et démographiquement, et ce pour le plus grand bénéfice des passeurs (...). Nous nous alarmons du flot des réfugiés que nos bombardements et nos interventions militaires en Afghanistan, en Irak et en Syrie ont fait grossir. Dans nos villes, nous détruisons de pauvres biens de pauvres hères (...). Calais est devenu le visage hideux de la République* ». Et le professeur conclut : « *Le fonctionnaire doit faire valoir son devoir de désobéissance à des ordres anti-constitutionnels de nature à compromettre un*

KIOSQUE

intérêt public, et le citoyen son droit à la désobéissance civile. »

Hamidou Anne, chroniqueur au *Monde Afrique*, apostrophe, lui, non pas le président Macron, mais les dirigeants africains. Au regard de « *politiques migratoires de plus en plus dures, voire inhumaines* » et de « *la responsabilité de l'Union européenne dans le drame des esclaves en Libye* », il appelle les dirigeants africains « *à rompre plus souvent avec le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États tiers* ». « *À quand des prises de parole fortes de nos leaders ou à l'échelle de l'Union africaine ?* » demande-t-il à des « *dirigeants [qui] ne pensent l'immigration que de deux manières : la gestion de l'immigration clandestine souvent meurtrière sous-traitée à l'Europe ; puis une diaspora uniquement appréhendée sous l'angle des transferts d'argent au pays* » (*Le Monde*, 16 janvier).

Invisible, trop visible

À ces colères, il faut ajouter celle contre le mépris qui frappe le populo de l'Orient compliqué, les millions de « *victimes sans valeur* » des guerres occidentales que chiffrait en avril 2015 le journaliste Nafeez Ahmed (*Middle East Eye*). C'est ce mépris que dénonce, le 24 janvier sur France Culture, Jean Pierre Filiu, auteur de *Généraux, gangsters et jihadistes : histoire de la contre-révolution arabe* (La Découverte, 2018). Pour le chercheur, devant « *la violence dantesque que subissent les Syriens* », le dialogue avec Assad doit être conditionné à l'accès humanitaire aux zones de conflits, à commencer par la banlieue de Damas. « *La morale est une arme stratégique, elle renforce notre main face aux barbares du Moyen-Orient* » dit-il. Le mépris consiste à privilégier la lutte contre Daesh sur la démocratisation et le droit des peuples à l'autodétermination, « *c'est la négation de ces droits qui nous amène à cette impasse actuelle* ». Revenant sur Raqqa et à Mossoul, il explique : « *Il faut voir que ce sont des villes qui sont tombées dans les mains de Daesh en*

quelques jours et que les soi-disant libérateurs ont mis de longs mois des pires batailles urbaines depuis le second conflit mondial pour les libérer. Et pour quoi, demande Jean-Pierre Filiu ? Tout simplement parce qu'ils n'ont jamais voulu s'appuyer sur les populations locales. Ce mépris des populations locales, cette marginalisation a nourri le djihadisme il y a dix ans, qui l'avait nourri il y a vingt ans avec Al-Qaïda en Irak, et qui le nourrira fatalement si ces populations locales ne sont pas prises en compte. (...) Si on avait vraiment voulu gagner les cœurs et les esprits dans les zones qui étaient contrôlées par Daesh, plutôt que de bombarder des malheureux qui se trouvaient pris entre le marteau djihadiste et l'enclume de ces bombardements, on aurait pu arriver beaucoup plus vite, beaucoup plus loin. Je rappelle qu'en 2001 quand il y a eu l'opération contre Al-Qaïda en Afghanistan, c'est la population de Kandahar, qui s'est soulevée contre Al-Qaïda et contre Ben Laden, qui a libéré la ville, on n'a pas attendu que ce soit des contingents extérieurs qui arrivent. On n'a jamais voulu faire confiance à ces populations, en Syrie et en Irak. ».

Ce mépris est une vieille histoire, un faux calcul, dénoncé dès 1844 par Victor Schœlcher dans son *Journal de voyage en Égypte*. La sociologue Sonia Dayan-Herzbrun (*L'Obs*, 18 janvier) rappelle que « *dans le chapitre consacré aux pèlerins et aux pèlerinages, [Edward] Said montre qu'un des aspects de l'orientalisme est sa cécité aux habitants réels qui peuplent les régions que traversent des voyageurs à la recherche d'eux-mêmes ou d'une expérience mystique. (...) Au-delà de l'invisibilité, en tant qu'individus, des humains vivant en ces lieux, il y a leur invisibilité comme peuple, c'est-à-dire comme communauté politique. Jusqu'à la signature des accords d'Oslo, en 1993, les Israéliens ne reconnaissaient pas l'existence de Palestiniens, et encore moins d'un peuple palestinien. On ne les désignait que comme des Arabes, sans lien à la terre sur laquelle ils vivaient* ». Ou quand l'Arabe, indistinct et invisible, finit par devenir un demandeur d'asile par trop visible. ■